

Diplomatie. Après le sommet onusien qui s'est tenu à New York en début de semaine, les Etats-Unis accueillent les 24 et 25 septembre le G20 à Pittsburgh. L'agenda est chargé et le diable se cache dans les détails.

Dans une même semaine, le président américain Barack Obama fera ses premiers pas en tant que chef d'Etat à l'Assemblée générale des Nations Unies et en tant que premier locataire de la Maison blanche à présider une réunion du Conseil de Sécurité, avant d'accueillir le G20 à Pittsburgh, ville-symbole de l'économie verte aux Etats-Unis. Si l'aura internationale d'Obama reste grande, l'espoir qu'il incarne laisse de plus en plus la place aux doutes quant à la pertinence de ses décisions et à sa capacité d'obtenir ce qu'il clame. Et pour cause : les questions à traiter sont nombreuses et les consensus pas faciles à trouver. Parmi les dossiers au programme à l'ONU du mardi 22 au jeudi 24 septembre : le climat, la non-prolifération nucléaire, la guerre en Afghanistan, la situation au Proche-Orient. Or, les difficultés auxquelles fait face Obama sur la réforme de l'assurance-maladie ont diminué les chances de faire adopter de nouvelles résolutions ambitieuses sur le climat avant le sommet de Copenhague sur le réchauffement prévu le 7 décembre ; la Russie et

la Chine ne souhaitent pas voter de nouvelles sanctions contre le régime iranien ; l'Europe ne prévoit pas d'envoyer beaucoup plus de soldats en Afghanistan et les tentatives de relancer le processus de paix au Proche-Orient n'ont débouché que sur une furtive poignée de main entre le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en présence d'Obama.

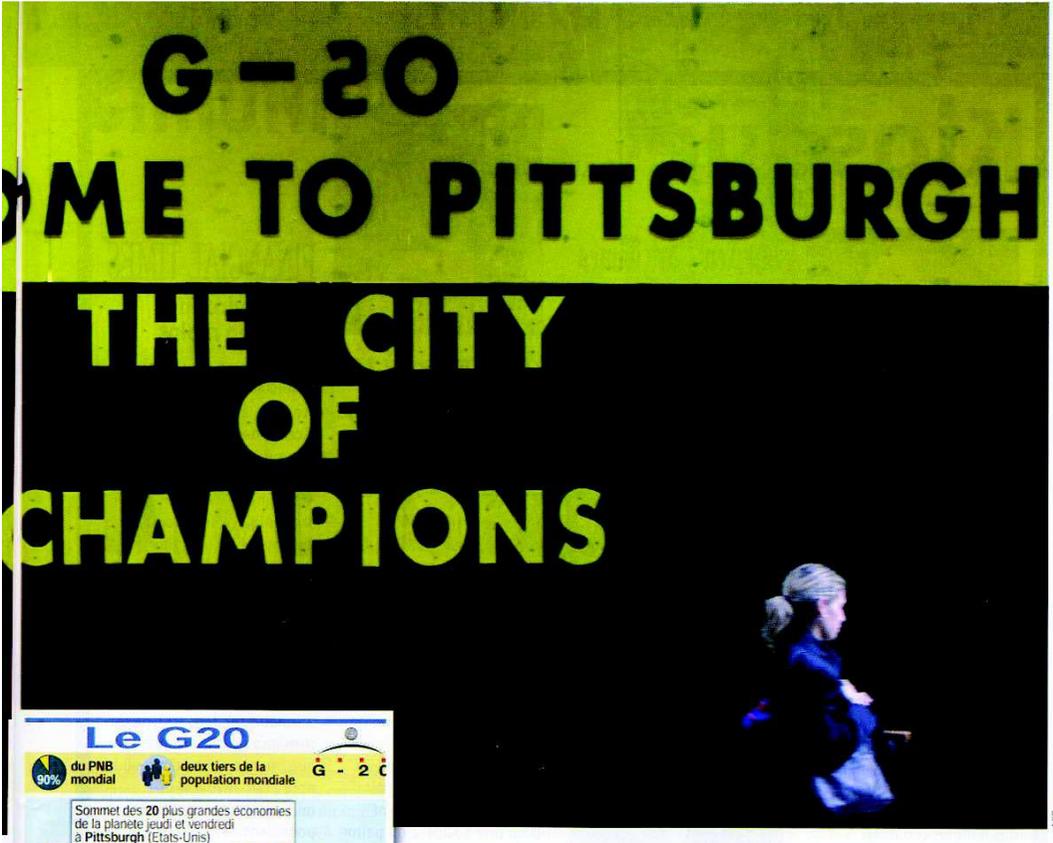
Au G20, l'agenda se concentrera essentiellement sur les questions de régulation financière, déjà soulevées à l'occasion du précédent sommet à Londres, ainsi que sur la relance du cycle de Doha sur la libéralisation du commerce international. Là aussi, les pays européens craignent que les mesures proposées pour durcir les règles à Wall Street ne soient allégées par le Congrès sous l'effet de divers groupes d'influence. Quant au cycle de Doha, il risque de souffrir de la récente décision d'Obama de surtaxer les pneus chinois importés aux Etats-Unis.

Un «G vain» ?

Pourtant, en avril, le G20 avait réussi à donner l'image d'une unanimité politique sur

les réponses à apporter à la crise, image renforcée par la fameuse «photo de famille» du sommet et la présence inédite des dirigeants des pays émergents au même rang que leurs homologues européens et américain. Mais le G20 de Pittsburgh aura bien du mal à renouveler cette impression, car l'attention se portera cette fois-ci sur la concrétisation

De l'ONU au G20, le monde s'active



L'agenda se concentrera essentiellement sur les questions de régulation financière.

des mesures annoncées dans le communiqué final de Londres. En entrant dans le vif du sujet, les intérêts nationaux redevenaient prioritaires. Et ce d'autant que l'amélioration des indicateurs conjoncturels incite à penser, trop hâtivement, à l'après-crise et font oublier la réalité de l'impact à long terme de la crise financière sur les entreprises les plus pauvres et les économies les plus fragiles ainsi que les risques de rechute qu'une telle attitude comporterait. Exemple : les bonus des traders. Tandis que les Européens réclament un encadrement des primes, les Etats-Unis écartent une telle mesure. Les négociations sur la réglementation des fonds propres des banques promettent, elles

aussi, d'être musclées tant les divergences entre Américains et Européens sont profondes.

Par ailleurs, d'après débats sont à attendre au sein même de l'Europe. Si Bruxelles a fait des propositions concrètes de réforme dans le domaine de la finance, prévoyant la création d'un Comité européen du risque systémique censé avertir les autorités nationales quand il détecte un problème important, de même que 3 nouvelles autorités pan-européennes chargées de surveiller les banques, les assureurs et les marchés, Londres entend protéger jalousement la City, principale place financière européenne.

AMINA BOUBIA